



## VIOLENCES AU KASAÏ

Pas de mission  
d'enquête  
internationale

Le gouvernement congolais conservera la direction des investigations après le retrait d'un projet de résolution sur la constitution d'une commission d'enquête internationale indépendante au Conseil des droits de l'Homme à Genève. En lieu et place, un autre projet de résolution est en cours d'élaboration et son adoption est prévue pour ce vendredi. Le nouveau texte privilégie l'option d'envoyer un groupe d'experts de l'ONU sur place pour l'établissement des faits et qui devront remettre leurs conclusions aux autorités judiciaires congolaises.

Outre l'appui des Etats africains, la menace de la RDC de ne pas accorder l'accès à son territoire aux membres d'une mission d'enquête indépendante aura sans doute influé sur le rejet de la proposition d'envoi d'une enquête indépendante en RDC.

Page 4



En avant-plan, la ministre des Droits humains, Marie-Ange Mushobekwa

## CONCERT ANNULÉ

Fally Ipupa reste  
néanmoins positif

L'affiche du concert

Dans un entretien qu'il a accordé à Trace, le chanteur ne semble pas outre mesure dérangé par la décision prise le 20 juin, à deux jours du show de La Cigale, par la préfecture de police de Paris qui a préféré jouer la carte de la prudence face aux déclarations de manifestation déposées aux abords de la salle.

Fally n'est pas vraiment surpris par l'annulation car, dit-il, des ru-

meurs avaient déjà circulé dans ce sens dès l'annonce publicitaire de ce concert. Néanmoins, quoiqu'il dise être familier à ce genre de situation et qu'il reste positif, l'on a bien senti au son de sa voix que cela ne le laisse pas de marbre. Il a juste déploré avec un peu de dépit que « vouloir chanter pour ses fans devienne un défi ».

Page 4

## BÉNI

Une nouvelle rébellion présumée auteur  
de l'attaque lancée contre les Fardc

A en croire le porte-parole militaire de l'opération Sokola 1, l'attaque pourrait être l'œuvre des miliciens Maï Maï coalisés aux évadés de la prison Kangbaya. D'autres sources à l'instar de l'ONG Cepadho allèguent qu'une nouvelle rébellion dénommée Mouvement national des révolutionnaires (MNR), connectée politiquement et militairement sur un appui extérieur, serait à la base

de l'attaque menée le 22 juin à Béni contre deux positions des Fardc. D'après la source, la nouvelle coalition rébellion serait créée en perspective de déstabiliser les institutions en place.

Pour l'heure, apprend-on, la situation serait sous contrôle des Fardc qui entend poursuivre les assaillants jusqu'au-delà des montagnes Graben afin de les mettre hors d'état de nuire. **Page 3**

## CPRK

Le député Franck Diongo empêché  
d'aller s'enrôler

Pour le député et ses proches, cette décision qu'ils qualifient de politique viserait à le disqualifier de la course pour les premières élections qui seront organisées après son séjour de la prison. « Le député national Franck Diongo est toujours citoyen congolais, nous ne comprenons absolument pas le motif de cette interdiction », a souligné son avocat Me Nicko Mayengele. Le juriste a, par ailleurs, indiqué que nulle part la Constitution de la RDC, moins encore la loi électorale, n'interdit à un prisonnier de se munir de sa carte d'électeur, de surcroît faisant office de carte d'identité. Et de se demander si leur client a perdu ses droits en tant que citoyen congolais.

Page 2



Franck Diongo



CPRK

# Le député Franck Diongo empêché d'aller s'enrôler

**Pour le député et ses proches, cette décision qu'ils qualifient de politique viserait à le disqualifier de la course, pour les premières élections qui seront organisées après son séjour de la prison.**

Le point de presse tenu au siège de son parti, le Mouvement Lumumbiste progressiste (MLP) sur l'avenue de l'Enseignement à Kasa-Vubu, a permis à ses conseils notamment de contester cette décision qui violerait les droits de leur client avec obligation de nuire à sa carrière politique. « Le député national Franck Diongo est toujours citoyen congolais, nous ne comprenons absolument pas le motif de cette interdiction », a souligné Me Nicko Mayengele. Le juriste a, par ailleurs, indiqué que nulle part la Constitution de la RDC, moins encore la loi électorale, n'interdit à un prisonnier de se munir de sa carte d'électeur, de surcroît faisant office de carte d'identité. « Alors que tous les autres prisonniers, y compris ses amis politiques en prison dont Jean-Claude Muyambo, se sont fait enrôler sans aucun problème, de quel droit on interdirait à Franck Diongo de se faire enrôler », ont demandé ces avocats qui veulent savoir si leur client a perdu ses droits en tant que citoyen congolais.

## Une décision politique

Pour Franck Diongo, ses avocats, ses proches et les militants de son parti, le MLP, qui tiennent à faire valoir ce qui est du droit de ce député en tant que Congolais, la décision du directeur de la prison serait un acte politique pensé par des officines proches du pouvoir dont l'objectif est de l'écartier du circuit des élections en RDC, étant donné que tout candidat, à n'importe quel scrutin que ce soit, devra, au



Le député Franck Diongo lors d'un point de presse au siège de son parti à Kinshasa. photo Adiac

préalable, être enrôlé ou électeur.

Après ce constat et des analyses, ces partisans du député Franck Diongo mettent en garde contre toute situation malheureuse qui pourrait arriver à leur leader.

## Faciliter la décrispation de la situation politique

Déjà, des acteurs de la classe politique et sociale de la RDC fustigent le fait que le député national reste en prison, près de 200 jours après sa condam-

nation, malgré les mesures envisagées lors des pourparlers conduits par les évêques de l'Eglise catholique pour baliser le chemin vers des élections apaisées dans le pays.

Déjà, lors d'un point de presse réclamant la libération de ce député, l'Association africaine de défense des droits de l'Homme (Asadho), par la bouche de son président national, Jean-Claude Katende, avait rappelé qu'en date du 28 décembre 2016, la Cour suprême de justice (CSJ) avait

condamné ce Député national, qui est également un des leaders de l'opposition politique, à 5 ans de servitude pénale principale, « en violation des normes nationales et internationales relatives à un procès équitable et juste ».

Pour l'Asadho, en effet, malgré les faits mis à la charge de Franck Diongo (il est condamné à 5 ans de prison pour séquestration puis torture des éléments de la Garde républicaine), il y a lieu de considérer que le député n'avait pas

bénéficié de procès juste et équitable en considération de la Constitution de la RDC et des normes internationales relatives aux Droits de l'Homme. « La CSJ l'avait condamné en violant de plusieurs normes nationales et internationales dont la Constitution en ses articles 17 alinéa 2, 19, § 3, 41, 61 et 149 alinéa 5 ; sur le siège de la CSJ, qui était irrégulièrement composé en ce que les juges ne disposaient pas des ordonnances de leur nomination, en violation de la loi n°13/011-B du 11 avril 2013 portant organisation, fonctionnement et compétences des juridictions de l'ordre judiciaire », avait, en son temps, dénoncé Me Jean-Claude Katende qui avait noté que la CSJ n'avait aucune base constitutionnelle et/ou légale pour siéger comme juridiction de cassation (Elle n'a pas de compétences transitoires). « Au regard de la Constitution, elle était incompétente pour condamner l'Honorable Franck Diongo », a-t-il insisté.

## Victime de règlement des comptes politiques

Cette ONG, après avoir relevé toutes ces violations des normes nationales et internationales, avait dit estimer que le député Franck Diongo a été victime de règlement des comptes politiques pour ses prises de position intransigeantes par lesquelles il appelait, avant le 19 décembre 2016, la population à utiliser l'article 64 de la Constitution pour s'opposer à la prolongation du mandat du président de la République. Aujourd'hui, l'Asadho vient d'être rejointe par le député et ses proches, qui voient également une main noire qui serait en train de guider tous les actes dans cette affaire.

**Lucien Dianzenza**

## ADIAC

Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

### DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

### RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

### RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni MAssela  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bobe  
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kalonji  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1er niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC  
Tél. (+243) 015 166 200

### RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

### ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

### RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Méline Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

### MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

### INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

### ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

### PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordnatrice, Relations publiques :  
Adrienne Londole  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Mauouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngonu

### TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

### INTENDANCE

Assistante : Sylvia Adhads

### DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

### IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

### INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

### LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

### GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

### ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault



## URBANISME ET HABITAT

# Joseph KoKonyangi inspecte les maisons de l'Etat au Haut-Katanga

Après des activités politiques de grande envergure, le 19 et 20 juin, à Lubumbashi dans la province du Haut-Katanga où ils séjournent, le ministre de l'Urbanisme et Habitat et secrétaire général adjoint de la majorité présidentielle, le Pr Joseph Kokonyangi, a travaillé sur les aspects techniques de sa mission dans la province du Haut-Katanga.

Le Pr Joseph Kokonyangi a voulu s'assurer du contrôle des autorisations de bâtir pour les entreprises minières, les particuliers ainsi que pour tous les propriétaires des immeubles ayant deux niveaux dits R+2.

Le constat fait est amer : La plupart des bâtiments sont construits sans le respect des règles urbanistiques et les normes en la matière. Accompagné de son staff avec en tête son directeur de cabinet, le ministre de



Le ministre Kokonyangi visitant les maisons de l'Etat

l'Urbanisme et Habitat a donné les instructions pour emmener les concernés au respect de la loi qui régule les constructions en

RDC.

Joseph Kokonyangi a également visité plusieurs quartiers où sont situées les maisons de l'Etat qui

sont, par ailleurs, devenues la cible de certains réseaux mafieux qui vendent et revendent ces maisons. Le ministre a tapé

du poing sur la table et ordonné que des mesures soient prises pour que les maisons de l'Etat soient sécurisées.

En ce qui concerne le paiement des redevances, Joseph Kokonyangi a donné des instructions précises sur le recouvrement des taxes dues au Trésor public ainsi que la régularisation des dossiers litigieux qui doivent se conformer aux règles édictées par la loi pour la construction des bâtiments. Suivant l'exemple du président de la République, Joseph Kokonyangi veut que la paix sociale soit respectée par tous et qu'il n'y ait pas de spoliation des maisons appartenant à l'Etat congolais qui a aussi la mission de loger les Congolais dans les meilleures conditions. Après Lubumbashi, le ministre se rendra dans la province du Lualaba à Kolwezi pour poursuivre la même mission.

Aline Nzuzi

## NORD-KIVU

## Les Mai Mai et les évadés de Kangbayi présumés auteurs de l'attaque lancée contre les Fardc à Beni

Les habitants de Beni se sont réveillés le matin du 22 juin dans la torpeur.

Des tirs à l'arme lourde et légère ont, en effet, été entendus dès l'aube entre Kalau et Rwangoma, deux positions des Fardc au nord-est de la ville attaquées par un groupe d'assaillants non identifiés. Ces derniers ont, d'après des sources, tenté de pénétrer dans le centre de la ville et ont du se buter à la résistance des éléments des Fardc. Pendant près de quarante minutes, des violents combats entre les deux camps ont causé des dégâts humains et collatéraux.

Au centre de passation d'examen d'Etat à l'Institut Bungulu Beni (IBB) situé le long du Boulevard Nyamwisi près de la mairie, on a dénombré quelques blessés. Même situation à l'état-major des Fardc, à l'auditorat militaire ainsi qu'à la prison où les assaillants ont tenté de libérer des détenus. D'après une source policière, sept assaillants ont été tués dans les affrontements en plus d'un huitième grièvement bles-

sé. Face au crépitement des balles qui allaient dans tous les sens, élèves et quelques habitants qui sortaient de chez eux ont été contraints de rebrousser chemin.

Aucun groupe armé opérant dans la région ni une milice quelconque n'a revendiqué cette attaque. Cependant, à en croire le porte-parole de l'opération Sokola 1, l'attaque pourrait être l'œuvre des miliciens Mai Mai coalisés aux évadés de la prison Kangbayi. Parmi les décès, a-t-il révélé, un ancien policier évadé s'est retrouvé dans les rangs des assaillants, ce qui a renforcé la conviction selon laquelle les évadés de la prison centrale ne sont pas étrangers à cette attaque.

Pour l'heure, la situation serait sous contrôle des Fardc, d'après le Capitaine Mak Hazukay, porte-parole de l'opération Sokola 1 Nord. « Nous les poursuivons au delà des montagnes Graben », a-t-il ajouté comme pour exprimer la détermination des forces loyalistes à mettre hors d'état de nuire la horde des miliciens.

Alain Diasso

## Sept morts dans des combats entre les Fardc et une rébellion

Au moins sept personnes ont été tuées jeudi dans des affrontements à l'arme lourde entre des miliciens et des militaires congolais à Beni dans l'est de la République démocratique du Congo, a-t-on appris de source policière.

Tôt dans la matinée, des rafales d'armes légères et des détonations de tirs d'armes lourdes étaient entendues en provenance d'un quartier est de Beni, ville du nord de la province du Nord-Kivu. « Lors des affrontements près de l'état-major de la police, sept assaillants ont été tués et un huitième est grièvement blessé », a déclaré l'AFP le colonel Safari Ka-

de femmes de Beni », a ajouté l'officier qui a indiqué qu'ils « ont été repoussés loin » de ces trois cibles. Le 11 juin, 900 détenus s'étaient évadés de la prison de Beni après une attaque armée menée par des inconnus. Samedi et dimanche les Forces armées de

« Lors des affrontements près de l'état-major de la police, sept assaillants ont été tués et un huitième est grièvement blessé »

la RDC (FARDC) avaient affronté des miliciens d'un groupe d'auto-défense dans de violents combats qui ont fait au moins une dizaine de morts dans la région de Beni.

« auto-défense » constitués sur une base essentiellement ethnique. Pendant la deuxième guerre du Congo (1998-2003), nombre de ces groupes ont été armés par le pouvoir pour combattre les envahisseurs ougandais ou rwandais. Certains n'ont jamais désarmé.

L'Est congolais, constellé de groupes armés nationaux et étrangers, est déchiré par plus de vingt ans de conflits armés, alimentés par des différends ethniques et



Des FARDC en action

zingufu, chef de la police de Beni. « Les assaillants tentaient de libérer des détenus de l'état-major, de l'auditorat militaire ainsi que des détenues de la prison

L'armée a affirmé que parmi les assaillants, il y a des prisonniers qui s'étaient évadés de la prison centrale de Beni le 11 juin. Les Mai-Mai sont des groupes « d'au-

fonciers, la concurrence pour le contrôle des ressources minières de la région et des rivalités entre puissances régionales.

AFP



35<sup>e</sup> SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

## L'ONU ne conduira pas d'enquête internationale au Kasai

**Avec la nouvelle résolution qui sera débattue ce 23 juin à Genève, le gouvernement congolais conservera la direction des investigations à mener dans le Grand Kasai.**

Les choses ont évolué rapidement au Conseil des droits de l'Homme à Genève où se tient depuis le début de la semaine, la 35<sup>e</sup> session des droits de l'Homme consacrée, entre autres, à la situation sécuritaire en RDC, précisément dans la province du Kasai en proie à des violences ayant fait environ trois mille morts depuis octobre 2016. Les derniers développements font état du retrait par l'Union européenne de sa proposition d'une mission indépendante à conduire dans cette partie de la RDC. Ce qui a bloqué l'examen du projet de résolution établie dans ce sens lequel était d'ailleurs attendue ce jeudi. En lieu et place, un autre projet de résolution est en cours d'élaboration et son adoption est prévue pour ce vendredi.

Le nouveau projet de résolution, différent de l'ancien, rejette toute idée d'une enquête internationale sur les violences au Kasai. L'option d'envoyer plutôt un groupe d'experts de



Le siège du haut-commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU à Genève

l'ONU sur place pour l'établissement des faits a été privilégiée. Cette équipe d'experts déposera le résultat de ses investigations aux autorités judiciaires congolaises étant entendu que le gouvernement congolais conservera la direction des investigations. Outre l'appui des

Etats africains et d'autres occidentaux qui ont milité en faveur d'une enquête nationale privilégiant la compétence des juridictions congolaises, la menace de la RDC de ne pas accorder l'accès à son territoire aux membres d'une mission d'enquête indépendante aura

sans doute influé en faveur du rejet de la proposition du haut-commissaire.

Ce dernier, appuyé par la France et le Royaume uni, avait insisté pour la mise sur pied d'une commission d'enquête internationale afin d'enquêter sur les graves abus commis

dans la région du Kasai. Bien plus, Zeid Ra'ad Al Hussein avait accusé les autorités de la RDC d'armer une milice dénommée « Bana Mura », pour mener des attaques contre les civils des communautés Luba et Lulua dans le Kasai.

**Alain Diasso**

## KASAI

## Le Saint-Siège condamne fermement les massacres

**Le Vatican s'indigne de la persistance des violences en République démocratique du Congo (RDC) où elles n'épargnent ni l'Eglise ni les humanitaires.**

Un cessez-le-feu immédiat, la protection des civils et l'engagement du processus crédibles de médiation. Le Vatican s'est montré inhabituellement ferme mercredi à Genève, en Suisse, où la Commission des droits de l'Homme de l'ONU avait inscrit l'examen de la situation en RDC aux travaux de sa 35<sup>e</sup> session. Sa parole a été portée dans la salle des discussions par l'archevêque slovène Mgr Ivan Jurkovic, observateur permanent du Saint-Siège.

Traduisant la forte inquiétude du pape François, Mgr Jurkovic a dénoncé la détérioration continue de la situation humanitaire en RDC, et plus concrètement dans le Kasai où un premier bilan d'Eglise a signalé cette semaine jusqu'à 3000 morts dans des affrontements opposant milices et forces armées qui s'en prennent aux civils. Le Saint-Siège exprime sa profonde préoccupation « face aux graves attaques contre les populations civiles ou les organisations religieuses, civiles ou internationales dans le Kasai », a dit Mgr Jurkovic.

Pour le Vatican, il est urgent de parvenir à un cessez-le-feu immé-

diat. Il faut, tout de suite, assurer la protection des civils et des personnels humanitaires ; promouvoir des initiatives effectives pour une réconciliation durable, un dialogue et, in fine, l'établissement des conditions de paix. Le Saint-Siège appelle aussi à la mise en place de processus de médiation crédibles et des conditions qui aideront au retour sécurisé des réfugiés qui ont fui leur région du Kasai.

Dans son appel pathétique, Mgr Jurkovic a souligné que si l'instauration de la démocratie en RDC veut inclure toutes les populations, elle doit rechercher des « médiations impartiales au conflit » en cours. Les processus doivent être « inclusifs ». D'où l'importance de « préserver et défendre les droits humains » des Congolais, notamment pour les trop « nombreux enfants arrachés à leurs familles et aux écoles pour servir d'enfants soldats ».

Le représentant du Vatican a indiqué que la situation en RDC demeurerait dans la pensée du Saint-Père. Elle représente pour lui une constante invite à la « conscience et à la responsabilité des autorités nationales et de la communauté internationale » à ne pas se croiser les bras et à continuer de jouer les indifférents. Le pape a lancé plusieurs appels pour le retour à la paix au cœur de l'Afrique et pour l'aide aux populations déplacées.

**Lucien Mpama**

## CONCERT ANNULÉ

## Fally Ipupa reste positif

**Dans un entretien qu'il a accordé à Trace, le chanteur ne semble pas outre mesure dérangé par la décision prise le 20 juin, à deux jours du show de La Cigale, par la préfecture de police de Paris qui a préféré jouer la carte de la prudence face aux déclarations de manifestation déposées aux abords de la salle.**

Fally n'est pas vraiment surpris par l'annulation car, dit-il, des rumeurs avaient déjà circulé dans ce sens dès l'annonce publicitaire de ce concert. Néanmoins, quoiqu'il dise être familier à ce genre de situation et qu'il reste positif, l'on a bien senti au son de sa voix que cela ne le laisse pas de marbre. Il a juste déploré avec un peu de dépit que « vouloir chanter pour ses fans devienne un défi » et pour la suite, lui qui prétendait être serein perd ses mots et avoue : « Je ne sais même plus quoi dire... ».

La préfecture de police parisienne a sûrement préféré prévenir que guérir. Il semble donc bien que la virulence des mises en garde émanant des combattants ait remis à l'esprit de la préfecture de police parisienne de fâcheuses expériences. En effet, l'on se souviendra



que de précédentes tentatives d'organisations de concerts de musiciens congolais, notamment à Paris et Bruxelles, se sont quelquefois soldées en bagarres rangées entre les pro et les anti-concerts ces dernières années. L'on croyait cette époque révolue mais il n'en est rien comme viennent de le prouver les combattants. Du reste, l'arrêté n°2017-00698 de la préfecture de police a bien circonscrit le fait que « ce concert s'inscrit dans un contexte politique particulièrement tendu et violent entre partisans et opposants au régime en place en RDC ». Le document souligne que le concert « suscite

une mobilisation croissante chez les opposants radicaux congolais qui ont déposé plusieurs déclarations de manifestation ce jeudi 22 juin aux abords de la salle de spectacle avec l'intention d'en découdre avec les spectateurs du concert, de créer des désordres à l'intérieur et l'extérieur de la salle et de s'en prendre à l'artiste ».

L'on comprend que face à pareille situation, la préfecture opte tout simplement pour l'annulation qui passe ici pour le moindre mal.

Cependant, les craintes de la police ainsi justifiées ne sont pas bien digérées par l'organisation de l'événement. En effet, Trace reporte que le site Internet de La Cigale fait savoir que « Fally Ipupa et les producteurs regrettent vivement cette décision ». Néanmoins, ceux qui avaient déjà leurs billets en main n'ont pas à craindre vu qu'ils « pourront se faire rembourser ». Ce, « uniquement dans les points de vente au sein desquels ils les ont achetés », est-il précisé.

Rappelons que l'annulation du concert de Fally Ipupa intervient à quelques semaines du lancement de son 4<sup>e</sup> album Tokooos. L'opus est déjà disponible en précommande depuis le 17 juin ainsi que les singles Bad Boy, un featuring avec Aya Nakamura, Eloko Oyo qui fait un tabac à Kinshasa précédé par son précédent featuring avec Booba, à savoir Kiname.

**Nioni Masela**



## MUSIQUE

# Les partitions de Fétiche Mpongo et Malu sont disponibles

Les tubes de feu M'Pongo Love et Tshala Muana sont repris dans Rumba Parade Volume 2, la nouvelle anthologie musicale de l'Institut national des arts présenté puis baptisé, le 9 juin, dans la salle Brel du Centre Wallonie-Bruxelles.

Avec un gros enthousiasme et visiblement fier de présenter la nouvelle publication, le directeur général de l'Institut national des arts (INA), Yoka Lye, a souligné qu'elle est le « fruit d'un génie et d'une énergie améliorés de la part des concepteurs et des « géniteurs » de mieux en mieux inspirés ». Pour ce qui est de ses caractéristiques générales, il y a lieu de savoir que la deuxième édition de Rumba Parade déjà « plus gaillarde » que la précédente sortie en 2014 a donc « un format épanoui ». Par ailleurs, il semble bien que sa couverture aux couleurs vives qui rehaussent les motifs d'un « pagne à la mode rumba » plaît encore plus à cause du couple d'« ambianceurs » dansant sur un disque vinyle 33 tours bien en vue au centre.

Le contenu de ce second volume Rumba Parade, 98 pages aérées qui contiennent 13 chansons de 9 auteurs-compositeurs, présente « une diversité riche du point de vue des langues, des styles, des générations et du genre ».

Il devrait donc assurément plaire à une large frange de mélomanes congolais des deux rives. En effet, les morceaux repris dans cette anthologie sont des tubes qui ont bien résisté à l'usure du temps, des chansons que l'on tiendrait pour des classiques de la musique congolaise sans que cela n'offusque quiconque. Et, pour le bonheur de ceux qui sont étrangers aux langues des textes, notamment



Le Pr Yoka présentant Rumba Parade Volume 2 entouré de Kathryn Brahy et Brain Tshibanda

le lingala et le ciluba, ils ont tous été traduits en français. Et les partitions des chercheurs de l'INA et du Cedar (Centre de recherches et de diffusion des arts) qui les accompagnent vont désormais permettre leur plus large diffusion. C'est dire que les musiciens des quatre coins du monde n'auront dès lors aucun mal à les interpréter. Sur ce point, Rumba Parade volume 2 apporte un véritable coup de pouce pour une meilleure promotion de l'art d'Orphée local. Un atout qui lui maquait cruellement, mais ce n'est qu'un début encourageant.

## Photos et commentaires en bonus

Les photographies en couleurs assorties de commentaires spécifiques et ciblés de chacun des 9 auteurs-compositeurs parmi lesquels les regrettés Franco, Grand Kallé, Tabu Ley, M'Pongo Love et Mayaula Mayoni, alias Don Padrino, sont un bonus qui ne sera pas pour déplaire aux mélomanes, au contraire. À eux sont joints Jeannot Bombenga, Simaro, Tshala Muana et Koffi. Et la meilleure pour le fin mélomane qu'est le Pr Yoka Lye, c'est que « l'anthologie comporte deux signatures prestigieuses, à savoir la préface du Pr Mpeye Nyango, président

du Conseil d'administration des Instituts supérieurs techniques, artistiques et technologiques et la postface d'Abdourhamane Diallo, Représentant de l'Unesco en RDC ». Et le commentaire encourageant de la déléguée de la Fédération Wallonie-Bruxelles à Kinshasa, Kathryn Brahy, est on ne peut plus éloquent sur la nature de l'appui qu'elle apporte à la promotion de la rumba congolaise.

En effet, comme l'aura rappelé le directeur général de l'INA, tout est parti de la première édition. « En 2014, ce que j'appelle un peu pompeusement la « Coalition Rumba » composée de la Délégation

Wallonie-Bruxelles, de l'Institut national des arts et soutenue par bon nombre d'« adeptes mélomanes », a produit un premier recueil de partitions musicales », a-t-il affirmé.

C'est un travail appréciable qu'ont réalisé tous ensemble les équipes de l'INA et du Cedar qui ont traduit les textes, à l'instar du chef de la Section musique, en l'occurrence le Pr Jean-Romain Malwengo, Jean-Marie Ngaki et Yoka Lye. Et dans le lot des transcripseurs, sont repris notamment les chercheurs et Prs Michel Lutangamo, Héritier Mayimbi, Michel Ngongo et Honoré Diakanua.

Le Pr Yoka a circonscrit la démarche particulière qui a conduit aux publications des anthologies. Il a dès lors souligné que « peu de travaux sont orientés vers le centre et l'essentiel des préalables et des prolégomènes épistémologiques, à savoir le décodage- l'encodage- le décodage des formes et des styles, à travers les exigences de l'écriture et des lignes harmoniques, à travers la vie secrète des chansons ». Par ailleurs, elles contribuent de manière notable, pense-t-il, à la « consignation formelle par écrit des traditions musicales congolaises encore largement orales ». Mais encore, a-t-il soutenu à raison, elles participent à la « revalorisation du patrimoine culturel congolais au rang du patrimoine de l'humanité ».

Nioni Masela



Le Pr Mpeye baptisant l'anthologie Rumba Parade Volume 2



## AFFAIRE MINIÈRE DE BAKWANGA

## Les promesses non tenues de deux anciens Premiers ministres

L'ancien géant des mines du Kasai Oriental attend toujours la partie restante de la première tranche des 20 millions de dollars américains qui n'a pas jamais été débloquée en totalité par les équipes Muzito et Matata. Au total, quatre Premiers ministres ont géré ce dossier sans arriver à le dénouer en l'espace de huit ans. A ce jour, seulement dix millions de dollars américains ont pu être décaissés, mais en plusieurs tranches de trois à quatre millions.

Le dossier Miba revient sur le devant de la scène médiatique avec la dernière rencontre entre le gouverneur du Kasai Oriental, Ngoy Kasandji, et le nouveau patron de la primature, Bruno Tshibala. Le gouvernement Tshibala vient de promettre le déblocage de dix millions de dollars américains pour relancer la Minière de Bakwanga (Miba), un ancien fleuron de l'économie congolaise. L'information est confirmée sur le site de la primature. Le décaissement devrait intervenir très bientôt, peut-on y lire. La presse a fait écho de l'enthousiasme

du gouverneur Kasandji qui a déclaré, au sortir de l'audience, que « la question de la Miba a trouvé une oreille attentive auprès du Premier ministre Tshibala ». Il s'agit de la première rencontre entre les deux hommes politiques depuis l'investiture de Bruno Tshibala le 16 mai dernier. D'où l'espoir que suscite l'engagement du nouveau patron de l'exécutif national après les désillusions du passée.

A ce jour, le dossier Miba n'a pas constitué une vraie priorité pour les gouvernements successifs depuis l'ancien Premier ministre Adolphe Muzi-

to. Plusieurs études menées notamment par le Copirep confirment l'intérêt d'une relance durable de la société dont l'impact socioéconomique sur l'économie locale et nationale est indiscutable dans une période aussi difficile pour le pays. A son actif, la Miba a installé une centrale thermique qui profite aujourd'hui à quelques cités de la province est-kasaïenne. Ses activités constituent l'ossature de la vie sociale et économique de la province.

Pour le Copirep, cette relance exige des interventions à deux niveaux. D'abord, la certifica-

tion des réserves s'avère une étape incontournable pour la crédibilité de la société auprès des bailleurs de fonds internationaux. Pour y parvenir, il faut injecter quelque 14 millions de dollars USD. Par la suite, le projet de relance prévoit également de mobiliser 100 millions de dollars USD pour financer les activités d'exploitation. LA facture de la relance de la société devrait dépasser les 100 millions de dollars USD. Entre-temps, la société est paralysée par les crises sociales à répétition. En 2009, le personnel venait d'atteindre sa première année de grève pour revendiquer l'amélioration des conditions et la concrétisation de l'engagement du gouvernement afin d'insuffler un nouveau souffle

à la Miba. L'on estime actuellement la dette sociale de la société à 150 millions de dollars USD.

Pour Tshibala, un originaire de la province, l'exercice n'est pas moins facile d'autant plus que le nouveau locataire de la primature doit composer avec un budget déjà très contraignant à cause de l'effondrement des recettes intérieures et même extérieures. Pour espérer mobiliser les partenaires extérieurs, il faut déjà arriver à certifier les réserves, rappellent les experts. Bien entendu, beaucoup s'interrogent sur la stratégie concrète de Bruno Tshibala pour répondre aux attentes légitimes des kasaïens. Encore une fois, le décor est planté pour une nouvelle désillusion.

Laurent Essolomwa

## ENQUÊTE MICS 2017

## Tenue de la première réunion technique

La deuxième édition de Mics, qui devait normalement avoir lieu en 2015 après la première édition de 2010, aura lieu cette année. C'est ce qui ressort de la première réunion du comité technique de cette enquête tenue le 21 juin dans la salle de réunion du ministère du Plan.

Au cours de cette réunion présidée par la secrétaire générale au ministère du Plan, Mme Mukeni, le chronogramme de cette enquête a été présenté. Le calendrier de la mise en œuvre de cette étude prévoit le pré-test, formation principale et enquête pilote entre mai et août 2017 ; l'enquête à Kinshasa entre août et septembre 2017. Les enquêtes dans les provinces sont prévues entre novembre 2017 et février 2018. La validation des données interviendra entre mars et mai 2018 et le rapport final au mois de juillet 2018.

Mics 2017 s'est fixé comme objectifs de collecter les données de base sur les enfants et les femmes en RDC ; mettre à la disposition de tous les acteurs du développement les connaissances et analyses nécessaires pour une planification, une programmation et un plaidoyer basé sur les évidences; aider au suivi des objectifs de développement nationaux et internationaux et renforcer des capacités nationales et provinciales dans la collecte et l'analyse des données de base sur les enfants et les femmes. Cette enquête cible un échantillon de vingt et un mille six cent trente ménages répartis en vingt-six domaines entre huit cent dix et neuf cent ménages et sept cent vingt et une grappes de trente ménages chacune.

Plusieurs indicateurs sont pris en compte, notamment la mortalité, la nutrition, la santé de l'enfant et de la reproduction, la protection de l'enfant, le développement de l'enfant, l'alphabétisation et l'éducation, le VIH sida, le comportement sexuel, etc. A ces anciens indicateurs viennent d'être ajoutés pour Mics 2017 de nouveaux indicateurs comme masse media et technologie de l'information et de la communication, la victimisation avec comme indicateur violence, sécurité et discrimination ; le fonctionnement des adultes et de l'enfant ; le VIH-sida avec un regard sur la discrimination ; l'utilisation de l'énergie dans les ménages ; les compétences d'apprentissage pour les enfants âgés de 7 à 14 ans. Dans le questionnaire, le volet homme vient aussi d'être ajouté.

Aline Nzuzi



**BON PLAN!**  
**RECRUTEMENT**

**Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent**

**FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES**  
rejoignez notre équipe marketing

**+243.856.43.6723**

immeuble ex FORESCOM, 1er niveau  
Avenue des Douanes n°4  
Kinshasa, Gombe - RDC



## DIVISION 1/PLAY-OFF

## DCMP écrase Muungano et entretient encore l'espoir du titre

Le Daring Club Motema Pembe a repris la tête du classement provisoire de Play-Off de la 22e édition du championnat national de football grâce à leur succès sur l'Omnisport Club Muungano de Bukavu.

L'équipe coachée par le technicien congolais Otis Ngoma Kondi s'est imposée par deux buts à zéro, le 22 juin, au stade des Martyrs de Kinshasa, avec les réalisations du meilleur buteur Ricky Tulengi à la 45e minute. Il reprenait une frappe de Jean-Marc Makusu Mundele mal renvoyée par le gardien de Muungano. Makusu a inscrit le deuxième but à la 54e minute, avant de signer un doublé et porter le score à trois buts à zéro à la 58e minute.

Pour cette rencontre, Otis Ngoma a rappelé Manitou, alias Zododo, et l'on a aussi noté la présence sur l'aire de jeu Ava Dongo, Yannick Tusilu, Cédric Mbidi, Doxa Gikanji, Mukoko Amale, etc. Avec cette victoire, DCMP totalise 24 points et rejoint Mazembe à la tête du classement, mais avec un match en plus. La lutte sera donc âpre jusqu'au titre de cette compétition nationale du ballon rond.

Egalité entre Sanga Balende et Don Bosco...

Le mercredi, Sa Majesté Sanga Balende a été tenu en échec, le mercredi 21 juin 2017 au stade Tshikisha de Mbuji-Mayi, par Don Bosco de Lubumbashi par un but



DCMP avant d'affronter Muungano le 22 juin au stade des Martyrs de Kinshasa (Photo Papy Ngandu)

partout, en match comptant pour la 12e journée de Play-Off de la Division 1. Mwin Dibundu a ouvert la marque à la 27e minute pour les Salésiens de Lubum-

bashi. Bukasa Bakangila a égalisé pour les Anges et Saints du Kasai Oriental à la 65e minute. L'on note que le principal artilleur de Sanga Balende, Lusiela Mande a

loupé un penalty au début de la deuxième période. Ce score de parité permet à Sanga Balende de totaliser 14 points en 12 rencontres, alors que Don Bosco

compte 11 points en 11 matchs livrés. Sanga Balende reste toutefois derrière Renaissance du Congo, quatrième avec 15 points.

**Martin Engimo**

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\* CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
[regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)





## LIGUE DES CHAMPIONS

## V.Club n'a plus son destin en main

V.Club est à la merci de ses adversaires du groupe en Ligue des champions. C'est l'aveu de l'entraîneur principal des Dauphins Noirs de Kinshasa, Florent Ibenge. Cependant, V.Club va jouer pour gagner les deux prochaines rencontres contre Espérance de Tunis et Mamelodi Sundowns après la victoire de la quatrième journée sur Saint-George.

Après un début catastrophique marqué par trois défaites de suite lors des trois premières journées, l'AS V.Club a finalement enregistré sa première victoire en Ligue des champions. Deux buts à un est le score en faveur des Dauphins Noirs de Kinshasa face aux Ethiopiens de Saint-George. Une victoire qui a naturellement suscité des réactions des concernés. L'entraîneur principal de V.Club, Florent Ibenge, a indiqué que son club n'a plus son destin en main.

« Nous avons fait une belle entame de match. Mais le score de deux buts à zéro est un peu compliqué à gérer, surtout en deuxième période parce que vous hésitez à attaquer. Vous le faites mais vous avez peur



d'encaisser en le faisant. Et quand vous prenez un but, souvent c'est la panique générale. C'est un peu notre petite maladie actuelle, la gestion des fins de matchs. Nous avons eu quelques occasions pour tuer le match, mais quand on ne peut pas le faire, il faut stabiliser l'équipe. C'est ce que nous avons fait. Pour l'instant, nous n'avons pas notre destin en main. Nous allons jouer notre prochain

Florent Ibenge en conférence de presse après le match V.Club contre Saint-George à Kinshasa match contre Espérance de Tunis pour le gagner mais nous avons perdu notre décision. Nous sommes à la merci des autres, en attendant des circonstances favorables », a déclaré Florent Ibenge après la victoire de V.Club sur Saint-George d'Ethiopie, premier succès des Dauphins Noirs qui étaient sur trois défaites de suite en phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique.

Pour sa part, l'attaquant Eddy Ngoy Emomo a dit sa satisfaction pour ce succès afin que le groupe retrouve la confiance : « Je suis juste content d'avoir gagné face Saint-George, c'était vraiment important pour nous, pour la confiance et pour la suite de la Ligue des champions, ainsi que le Play-Off de la Division 1. On espère continuer sur cette dynamique-là pour quelques bons résultats à

la fin du championnat ». Le coach de Saint-George, Fasil Tekaligu pense se servir de cette défaite pour la suite de la compétition. « Je dis félicitation à V.Club pour la victoire. Nous avons été un peu lents dans les quinze premières minutes de la partie parce qu'on essayait d'étudier le jeu de notre adversaire. Nous avons essayé d'ouvrir le jeu en deuxième période et de multiplier nos chances, mais il était déjà trop tard. Nous n'avons pas eu une grande différence entre les deux équipes, surtout en seconde période. En première période, nous avons été attentistes et nous avons subi. Ce n'est pas encore terminé. Nous avons encore la chance de nous qualifier. Nous jouons notre prochain match à domicile contre Sundowns. Je pense que ça ira. Nous avons cinq points effectivement, mais cette explication a été la meilleure pour nous. Cela nous a servi d'expérience pour les prochaines prestations à l'extérieur », a-t-il indiqué.

Martin Engimo

## CYCLISME

## James Brendan Cole remporte le cinquième Tour de la RDC

La cinquième édition du Tour cycliste international de la RDC s'est achevée, le 21 juin, au terme de la sixième et dernière étape de la course, courue entre Mitendi et le boulevard Triomphal à Kinshasa. C'était en présence du Premier ministre Bruno Tshibala et du ministre des Sports, Papy Nyango. Le coureur belge d'origine australienne de l'équipe franco-belge, James Brendan Cole, a conservé le maillot jaune au classement général, remportant ainsi cette édition 2017 du Tour de la RDC, devant le Français Noël Richet, le Hollandais Rick Nobel, le Burkinabé Abdoul Aziz Nikiema, le Camerounais Ghislain Sikandi. Notons que l'Ivoirien Konté Bachirou a gagné la dernière étape sur le boulevard Triomphal à Kinshasa. Le prix du meilleur coureur congolais a été remporté par Jonathan Liyanza Mulaja. Le Bénin a raflé le prix du fair-play de la compétition, et le Burkina Faso le prix de la meilleure équipe africaine. Les Pays-Bas terminent en tant que meilleure équipe européenne. Pendant une semaine du Tour, on a remarqué un fort engouement populaire au bord des routes, les Congolais ont exprimé leur « adhésion » à cette compétition cycliste de Goma, Kindu, Likasi, Kolwezi, Masimanimba, Kenge, Kisantu, Mitendi et Kinshasa.

M.E.

Le Premier ministre Bruno Tshibala remet le trophée de vainqueur du 5e Tour cycliste de la RDC à James Brendan Cole





## MIGRANTS

## Les sommes envoyées vers leur pays d'origine sont supérieures à leur niveau de vie

**Selon un nouveau rapport, les sommes envoyées par les migrants chez eux dépassent de 51% leur niveau de vie d'il y a 10 ans, permettant ainsi à des millions de personnes de sortir de la pauvreté.**

D'après le nouveau rapport du Fonds international de développement agricole (Fida), le montant des sommes envoyées par les migrants à leurs familles dans les pays en développement a augmenté de 51% au cours des dix dernières années. Intitulé «*Travailleurs migrants et transferts d'argent : vers la réalisation des Objectifs de développement durable, une famille à la fois*», ce rapport consigne la toute première étude d'une tendance sur dix ans des flux de migration et de transferts d'argent enregistrés au cours de la période 2007-2016. L'impact des transferts d'argent doit d'abord être envisagé «*une famille à la fois. Ce qui compte, ce n'est pas tant l'argent qui est envoyé vers les pays d'origine, c'est l'impact qu'il peut avoir sur la vie des gens. Les petites sommes de 200 \$ ou 300 \$ que chaque migrant envoie chez lui représentent 60% du revenu du ménage, et cet argent fait une différence énorme dans la vie des familles et dans les communautés dans lesquelles elles vivent*», a indiqué le président du Fida Gilbert F. Hounbo.

À l'échelle planétaire, plus de 200 mil-

lions de travailleurs migrants subviennent aujourd'hui aux besoins de près de 800 millions de membres de leurs familles. Selon les prévisions, en 2017, une personne sur sept dans le monde participera, comme expéditrice ou comme bénéficiaire, à des transferts d'argent dépassant 450 milliards \$. Les flux migratoires et les transferts d'argent des migrants chez eux ont un impact à grande échelle sur l'économie et la scène politique mondiale.

Le total estimé des revenus des migrants représente 3 000 milliards \$ par an, dont environ 85% restent dans les pays hôtes. Les sommes que les migrants envoient vers leur pays d'origine représentent en moyenne moins de 1% du PIB de leur pays hôte. Ces transferts d'argent individuels représentent globalement plus du triple de l'Aide publique au développement (APD), toutes sources confondues, et dépassent le montant total des investissements étrangers directs réalisés dans la quasi-totalité des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire.

Le rapport formule des recommandations en vue d'améliorer les politiques publiques et présente des propositions de partenariats avec le secteur privé afin de réduire les coûts de transfert et donner aux migrants et à leurs familles les moyens d'utiliser leur argent de façon plus productive.

Noël Ndong

## Actualité internationale

### Éthiopie

Addis-Abeba a accueilli mercredi un dialogue de haut niveau Chine-Afrique consacré à la lutte contre la pauvreté. La cérémonie d'ouverture a été co-présidée par le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, et le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat. Diplomates, experts et journalistes venus de Chine et de plusieurs pays africains dont le Congo prennent part à cette rencontre qui s'achève ce 22 juin.

### NATIONS UNIES

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté mercredi à l'unanimité une résolution saluant le déploiement d'une force africaine pour combattre les jihadistes dans la région du Sahel.

### BAMAKO

La création d'une force conjointe des pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) vise à enrayer l'expansion des groupes jihadistes dans la région.

### PARIS

Quatre ministres français ont démissionné en trois jours, dont trois issus du parti centriste MoDem allié du président Emmanuel Macron.

### EUROPE

Une bonne partie de l'Europe transpirait mercredi sous l'effet d'une canicule précoce, la plus forte depuis 2005 en France tandis que Londres se préparait à la journée la plus chaude depuis 1976 et que le Portugal luttait toujours contre un incendie meurtrier.

### HONGRIE

Vingt-deux mois après la mort de 71 migrants dans un camion frigorifique retrouvé en Autriche en août 2015, le procès des trafiquants a démarré mercredi en Hongrie.

### BRUXELLES

La Commission européenne est passée mercredi à l'offensive contre les banquiers, avocats et consultants, qui incitent leurs clients fortunés à l'évasion fiscale, comme l'illustrent de récents scandales impliquant des mégastars du foot.

### WASHINGTON

Les Etats-Unis et la Chine se sont réunis mercredi dans la capitale américaine, alors que Washington veut voir Pékin accentuer la pression sur la Corée du Nord pour qu'elle suspende ses efforts balistiques et nucléaires.

### LIBREVILLE

Conférence de presse pour la fin d'une mission d'enquête préliminaire de la CPI au Gabon sur les violences post-électorales de septembre 2016.

### KAMPALA

Sommet organisé par l'ONU et Kampala visant à rassembler 2 milliards de dollars pour faire face à l'afflux de centaines de milliers de réfugiés sud-soudanais fuyant la guerre et ayant rejoint l'Ouganda, (et 23).

### JOHANNESBURG

La Cour constitutionnelle doit se prononcer sur la possibilité d'organiser un vote de défiance à bulletins secrets contre le président Jacob Zuma au Parlement comme le demande l'opposition. Mais sa décision ne signifiera pas l'obligation d'organiser un tel vote.

D'après AFP

# EY Congo

## OFFRE DE FORMATION

### Sur le Nouvel Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit Comptable et à l'Information Financière

- Comprendre les réformes introduites dans l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable et à l'information ;
- Se familiariser avec les nouvelles dispositions comptables ;
- Préparer le passage au SYSCOHADA révisé à la date du 01<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Etablir et présenter des états financiers annuels conformes au SYSCOHADA révisé.

**Pointe-Noire : les 27 et 28 juin 2017 à l'hôtel le Gilbert's (Azur)**

**Brazzaville : les 04 et 05 juillet 2017 à l'hôtel GHS (Rond-point la Coupole)**

**Horaires : de 08h30 à 17h30 (avec 02 pauses cafés)**

**Tarif : 356.700 TTC/personne**

**Inscriptions : [ey.brazzaville@cg.ey.com](mailto:ey.brazzaville@cg.ey.com)**

**[ey.pointenoire@cg.ey.com](mailto:ey.pointenoire@cg.ey.com)**



### Ernst & Young

Brazzaville  
Immeuble des MUCODEC  
3<sup>e</sup> étage  
Bd. Denis Sassou Nguesso  
BP. 84 Brazzaville  
Congo

### FFA Juridique & Fiscal

Pointe-Noire  
Tour Miroir  
Avenue Moe Kaat Matou  
3<sup>e</sup> & 4<sup>e</sup> étage - Entrée B  
BP. 5974 Pointe-Noire Congo



## Fils échoué ?

« Mais comment tu as fait ? »

**Le mérite de l'élève ne compte plus, seule étant valable la capacité des parents à savoir se « débrouiller » pour lui faire sauter les obstacles aux examens.**

En cette période d'examens, il n'est pas rare d'entendre des parents parler librement de ce qu'il faut faire pour que le fils/la fille « passe ». BEPC ou Bac sont à la même enseigne : ce n'est pas la copie de l'impétrant qui va compter, mais la capacité du papa à savoir toucher les bonnes personnes. Il faut sortir les billets de banque les plus convaincants et le tour est joué. Une fois cela fait, le papa rentrera tranquillement à la maison pour attendre, serein, les « affichages » des résultats.

Avec ce système, ce que l'enfant va écrire dans sa copie ; ce que le correcteur pourra bien gribouiller pour la notation, large ou sévère, ne comptent pas. Il faut seulement connaître la bonne personne. C'est-à-dire « la personne qui connaît la personne ». Repérer les professeurs les plus déterminants, les surveillants capables de donner un coup de main, le censeur bien placé. Il faut savoir « encourager le bon Bic », pour que l'enfant n'échoue pas. N'échoue jamais.

Le résultat est étonnant, inquiétant. On rencontre aujourd'hui des étudiants d'université absolument incapables de s'exprimer correctement et encore moins de savoir écrire en français ce qu'ils peuvent dire. Autre conséquence curieuse : une telle culture se répand et ne rencontre plus d'opposition chez les parents qui auraient dû prendre la tête du combat contre son expansion. « *Quoi ! Ton enfant a échoué ! Mais comment tu as fait ?* ». Traduire : quand on a le portefeuille au bon endroit, il est impossible de compter ses enfants parmi les échoués aux examens!

Et naturellement tout le monde jurera ses grands dieux que la triche n'existe pas ou seulement - un tout petit peu - pour les autres. Et les parents qui ont couru hier frénétiquement après un correcteur corrompible, seront les premiers à venir féliciter leur enfant pour la réussite au bac. C'est l'enfant qui était dans la salle d'examen, mais c'est le papa qui a passé l'examen à coups de billets de banque ou de harcèlement. Félicitations fiston !

Lucien Mpama

## JOURNÉE MONDIALE DU RÉFUGIÉ

## Le Congo compte plus de 557000 réfugiés

**Sur 65,6 millions de personnes déplacées de force dans leur propre pays ou à travers les frontières, plus de 557.375 personnes ont trouvé l'asile en terre congolaise.**

L'humanité commémore, le 20 juin de chaque année, la journée mondiale du réfugié. Expression de solidarité avec les personnes qui ont été arrachées de leurs foyers par la guerre ou la persécution, la 17e édition a été célébrée sur le thème : « Ensemble avec les réfugiés ». « *Que cette journée ne soit pas seulement l'occasion de penser à tous ceux qui ont fui pour des raisons de persécutions, mais aussi le moment de s'interroger sur notre responsabilité commune dans les conflits qui ne cessent de causer des désastres humanitaires, à travers la fuite de millions d'hommes, femmes et enfants, contraints de laisser derrière eux le fruit de toute une vie, parfois acquis au prix de lourds sacrifices, et de se retrouver projetés dans un avenir incertain* », peut-on lire dans l'allocution du ministre des Affaires étrangères lue par la ministre des Affaires sociales, Antoinette Dinga Dzondo, le 21 juin à Brazzaville lors de la célébration de la journée du réfugié au Congo.

## Le SOS du réfugié

Un point sombre se profile à l'horizon qui perturbe la quiétude des réfugiés : la sécurité sanitaire à partir de juillet 2017. « *Nous lançons un cri d'alarme par rapport au projet de faire*

*contribuer certains réfugiés à la hauteur de 30% de leur traitement que ce soit pour des examens, tout acte opératoire et/ou médicament* », lancent les réfugiés parfois incapables de trouver la ration quotidienne. Ils demandent qu'un plaidoyer soit mené en vue d'une meilleure prise en charge. Ces réfugiés ont également profité de l'occasion pour lancer un SOS à l'endroit des bailleurs de fonds afin de leur venir en aide en appuyant le HCR et le gouvernement congolais dans la mise en œuvre de la politique de l'autonomisation des réfugiés. La campagne « Ensemble » impulsée par l'Onu offre une plateforme pour promouvoir le respect, la sécurité et la dignité des réfugiés et des migrants, et surtout, pour renforcer la cohésion sociale et changer les faux discours négatifs. Aux côtés des promesses, un réfugié centrafricain reste sceptique. Lamertume dans l'âme Mayah Tranquillin raconte : « *Trois années ont passé depuis que je suis au Congo. Sans mentir, de mon côté les choses ne semblent pas s'améliorer. J'ai des soucis à l'endroit du HCR, car il ne fait pas son travail. Les promesses sont faites, mais rien de concret. Il est vrai que certains réfugiés ont été pris en compte,*

*d'autres par contre ne bénéficient d'aucune assistance. Le HCR et la Cémir nous jouent des tours. Ça énerve. Personnellement je me débrouille pour ma survie. J'ai trois documents à la Cémir qui restent sans suite favorable. Je reste patient.* » Le secrétaire général de l'Onu, quant à lui, voit la nécessité de renforcer le régime de protection internationale. « *La situation dans laquelle vous vivez n'est pas idéale, nous en sommes tous conscients. C'est la raison pour laquelle, nous œuvrons tous avec vous pour vous rendre la vie plus facile. Vous avez déjà affronté le pire, alors nous savons que vous trouverez en vous la force nécessaire pour faire de ce séjour en terre étrangère une expérience intéressante tant pour vous que pour les communautés qui vous accueillent* », a reconnu le représentant du HCR, Cyr Modeste Kouamé, avant de rappeler la cessation en décembre 2017 du statut des réfugiés rwandais, soit 20 ans après.

## Les chiffres parlent...

Selon les chiffres les plus récents du HCR, au moins 65,6 millions de personnes, soit 1 sur 113 membres de la famille humaine, ont été déplacées de force. Si la Syrie demeure la plus grande source de réfugiés, le Soudan du sud est le

pays où les nouveaux déplacements de population sont les plus importants et interviennent le plus rapidement, avec 1,4 million de réfugiés et 1,9 millions de personnes déplacées, dont la grande majorité a moins de 18 ans. Le Congo, « *s'investira davantage dans la protection de plus de 557.375 réfugiés l'ayant choisi comme terre d'asile* », a assuré le ministre des Affaires étrangères, Jean Claude Gakosso.

Derrière ces chiffres élevés se profilent des histoires individuelles de situation tragique, de séparation et de perte ; de voyages mortels entrepris en quête de sécurité ; de luttes herculéennes pour reconstruire des vies dans des conditions difficiles. « *Il est affligeant de voir que les frontières se ferment, que les gens périssent en transit et que les réfugiés comme les migrants sont refoulés, en violation des droits de l'homme et du droit international. Près de 84% des réfugiés que compte le monde aujourd'hui sont accueillis par des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire* », s'est indigné Antonio Guterres. Et d'appeler à une résurgence de la diplomatie pour la paix, afin de prévenir l'émergence et l'escalade de nouveaux conflits.

Josiane Mambou Loukoula

## FIBRE OPTIQUE

## Le Congo appelé à diversifier ses sorties internationales

**La scission de la bretelle nationale reliée au câble sous-marin à fibre optique (WACS) souligne l'importance pour le Congo de diversifier ses sorties internationales, en se connectant à d'autres réseaux, notamment Sat 3 et ACE via le Gabon.**

Cette liaison portant dans le cadre du projet Central african backbone (CAB) coûterait au Congo la bagatelle de 1,3 milliard de francs CFA. L'infrastructure existe d'ores et déjà entre les deux pays et il ne reste plus que la pose des équipements. C'est à travers ce nœud que le Gabon entend d'ailleurs se relier au réseau WACS afin de disposer d'une énième sortie internationale. Le projet CAB s'exécute à base d'un cofinancement de la République du Congo et de la Banque mondiale. Le Congo a également la pos-

sibilité de minimiser les conséquences de la rupture du signal entre la station terrienne de Matombi et le réseau WACS en utilisant sa jonction avec la République démocratique du Congo (RDC) qui est aussi membre du consortium WACS. L'autre moyen mais le plus coûteux serait le recours par le Congo à la liaison satellitaire qui n'offre pas les mêmes avantages techniques que les réseaux sous-marins à fibre optique. Tout le monde ou presque s'accorde à reconnaître l'importance de l'Internet dans une société moderne. La panne survenue au large de la côte congolaise cause un grand désagrément aux usagers d'Internet, particulièrement aux entreprises qui sont obligées de recourir au VSAT. Nonobstant les mesures préconisées par les fournisseurs d'ac-

cès d'Internet, la situation n'est guère satisfaisante. Les usagers font face à une connexion aléatoire marquée par un débit d'une lenteur sans précédent. Le Congo serait épargné d'un tel désagréable scénario, s'il avait pris soin de boucler à temps le financement du projet d'interconnexion avec le Gabon. Hormis le Gabon, le pays gagnerait en s'interconnectant avec les réseaux des autres pays d'Afrique centrale tels le Cameroun, la République centrafricaine (RCA) et l'Angola par le truchement du Cabinda. La coupure du câble WACS serait provoquée par l'ancrage d'un bateau de pêche. Les travaux de réparation devraient durer entre six et sept semaines au moins selon certaines sources.

La Rédaction

## FRANCE/AFRIQUE

## L'Ecole supérieure internationale de guerre de Yaoundé en stage à Paris

C'est la 12<sup>e</sup> promotion de l'Ecole supérieure internationale de guerre de Yaoundé (Esig) qui aura le privilège d'effectuer un voyage d'étude à Paris. Cette promotion a été reçue au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

C'est une promotion composée de 62 stagiaires (30 Camerounais) représentant 21 nationalités. L'Esig est issue d'un partenariat entre la France et le Cameroun. Elle forme les cadres de haut niveau des armées africaines dans le domaine de l'enseignement militaire supérieur du 2<sup>ème</sup> degré. À Paris, elle bénéficie entre autres, de l'encadrement de la DSCD.

Elle dispose d'une renommée internationale grâce à la reconnaissance de son diplôme et son équivalence avec l'école de guerre de Paris et conserve jalousement le label de Centre d'excellence de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale.

N.Nd.



FÊTE INTERNATIONALE DE LA MUSIQUE 2017

# Le vivre ensemble réunit les musiciens

À l'occasion de la célébration de la fête de la musique, la direction départementale des Arts et des Lettres de Pointe-Noire a organisé, le 21 juin, au Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard de Pointe-Noire une conférence-débat sur le thème «La musique au centre du vivre ensemble». Georges Mavouba Sokate, écrivain et Alain-Rock Ngoma, directeur du Centre culturel Jean-Baptiste-Tati Loutard, ont été les conférenciers.

C'est sous le signe de la réflexion, de l'échange et du partage qu'a été célébrée 34e journée internationale de la musique. Pour la direction départementale des Arts et des Lettres de Pointe-Noire, ce moment de partage a été voulu ainsi pour que les musiciens se forment et s'informent et d'exceller dans l'exemple et le talent car le musicien est un miroir de la société. «La musique est au chevet de l'Homme en toutes circonstances. Elle adoucit et console les cœurs et les corps», a dit Fabien Obongo, directeur départemental des Arts et des Lettres de Pointe-Noire en ouvrant le focus.

Le vivre ensemble est l'une des valeurs de la République et de la Nation. Vivre ensemble comporte plusieurs visages, à savoir social, culturel, religieux, philosophique. Il incombe aux artistes en général et aux musiciens en particulier, aux sociétés civiles et aux dirigeants politiques eux-mêmes d'assurer la réalisation du vivre ensemble avec les outils à leur disposition, a dit Georges Mavouba Sokate, et d'exhorter les Congolais à l'amour de la Nation. « Nous devons vivre ensemble pour bâtir ce lopin de terre qui est notre pays et que nous appelons Congo », a-t-il poursuivi.

S'inspirant de son ouvrage La Construction d'une conscience nationale par les musiciens publié chez l'Harmattan en 2013, l'orateur a signifié : « La palme d'or revient aux musiciens qui, depuis les années 1950, déjà avaient proclamé et chanté que nous devons être un, que nous devons nous unir, que nous devons nous aimer. Dans le livre, j'ai cité les chanteurs d'an-

tan qui ont bien traité ce sujet comme Jacques Loubelo, Franklin Boukaka, Pamela Moun'ka, le Grand Kallé Jeff et bien d'autres et aussi les musiciens de la nouvelle génération. Dans l'ouvrage, je montre aussi comment les musiciens chantent la conscience d'être Congolais, sans les murs, ni les barrières des ethnies, des tribus, des régions ». Selon Georges Mavouba Sokate, vivre ensemble n'est pas que vivre ensemble, c'est-à-dire les uns à côté des autres sans se regarder, mais plutôt les uns avec les autres, se juxtaposer même sans se heurter.

Pour Georges Mavouba Sokate, le musicien est le thaumaturge de son peuple. C'est pourquoi il est bon qu'il chante en lingala ou dans l'une de nos langues forgées par le peuple. Les musiciens ne chantent par pour tuer le temps. Et les mélomanes comprennent la musique car elle fait partie de leur famille d'émotions et de sensations. « Aujourd'hui, nous déplorons que les musiciens actuels ne fassent plus leur travail sur un texte. Et qu'ils plongent souvent dans l'obscurité. Comment peut-on animaliser ou bestialiser celle qui nous donne la vie. À mon avis, je ne trouve pas ça élégant. La musique et les chansons doivent traverser les âges », a-t-il déclaré.

Selon Alain-Rock Ngoma, la fête de la musique est en réalité la fête du vivant car autour de la musique il y a 68 métiers (preneurs de son, manager, diffuseur, producteur...). Nous devons alors repenser notre façon de faire la musique, la recentrer sur l'essentiel en produisant des œuvres sur des sujets qui éveillent, éduquent et non celles qui dépravent les mœurs. En remerciant tous les participants à cet échange, Fabien Obongo a invité les musiciens à prendre auprès de l'administration des Arts et des Lettres toutes les informations utiles pour leur expression et aussi pour leur reconnaissance légale afin d'éviter d'éventuels désagréments dus à l'ignorance.

Hervé Brice Mampouya

VERNISSAGE

# Les photographies de Vladimir Sntenkov exposées au CCR

Le Centre culturel russe (CCR) de Brazzaville abrite depuis quelques jours l'exposition des photos sur la Russie du photographe Vladimir Sntenkov. L'ouverture de cette exposition, qui va durer un peu plus de trois semaines, s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de Russie au Congo, Valery Mikhaylov.

Russie et faire connaître notre pays ici au Congo », a déclaré le directeur du CCR.

Qui est Vladimir Sntenkov ?

Né le 1er juillet 1955, Vladimir Sntenkov est diplômé en sports et histoire de l'Institut pédagogique d'Orenbourg. Il a travaillé pendant 15 ans en tant que professeur d'histoire dans les



Le directeur du CCR présentant les photographies de Vladimir Sntenkov (Adiac)

Présentant l'exposition, le directeur du CCR, Sergey Belyaev, a indiqué que Vladimir Sntenkov est un voyageur professionnel russe qui a traversé plus de 140 pays où il a pris des photographies. Il a fait des photos des deux Congo pour les montrer aux Russes et vice-versa, c'est-à-dire qu'il fait aussi des photos de Russie pour les montrer dans les différents pays qu'il a traversés. C'est dans ce contexte que le CCR a exposé les photos sur la Russie que ce professionnel de la photographie a laissées au Congo.

« Notre tâche c'est de faire connaître la Russie. Je pense que c'est une bonne occasion pour que nous voyons les paysages, les villes, les lacs, très diversifiées de la

écoles d'Orenbourg et Leningrad, 20 ans pour le tourisme et l'alpinisme. Voyageur professionnel au cours des 17 dernières années, il a visité plus de 130 pays à travers le monde. Vladimir Sntenkov a terminé son premier projet « dans tous les pays et sur tous les continents ». Depuis 2001, il a commencé à réaliser un nouveau projet « Les mondes de notre planète difficile à atteindre ». Il coopère avec le musée d'anthropologie et d'ethnographie Pierre-le-Grand à Saint-Pétersbourg (Kunstkamera), la société russe géographique, l'institut d'ethnographie de Mikloukhomaklay, l'institut d'Afrique, l'université de l'Amitié entre les peuples, l'éditeur de la grande encyclopédie russe, les revues russes et étrangères.

Bruno Okokana

L'Agence & la Voile Blanche présentent

# IMAGINE LE MONDE EN COULEURS

## Défilé de Mode Spectacle

**DÎNER SPECTACLE**  
Vendredi  
23 Juin 20h30  
*La Voile Blanche*  
**ENTRÉE : 30.000 F**  
INFO LINE :  
**05 014 24 31**

«Plus de 60 Artistes du MONDE»



## FÊTE INTERNATIONALE DE LA MUSIQUE 2017

## Le Congo fait honneur aux groupes traditionnels

La trente-sixième édition de la Fête internationale de la musique a été célébrée le 21 juin dans tous les pays concernés. Au Congo-Brazzaville, l'activité a été marquée par deux temps forts : la visite des différents sites par le ministre de la Culture et des Arts, Léonidas Carel Mottom Mamoni, et l'impressionnant concert organisé par l'Institut français du Congo (IFC).

Le gouvernement de la République n'a pas voulu laisser passer cette aubaine pour les artistes congolais. En fin d'après-midi, le ministre de la Culture et des arts a effectué la ronde des différents sites programmés pour la circonstance. Un accent particulier a été mis à la musique traditionnelle, source de la musique moderne africaine.

Léonidas Carel Mottom Mamoni a commencé sa descente au rond-point de Makélékélé où se produisait à l'instant même l'ensemble traditionnel Ntsiah-Ku-Mpuh écho du pays ETK'P 3<sup>e</sup> génération. Ensuite, il s'est rendu au rond-point de Bifouiti le Musée d'art était sur scène. Au rond-point de Poto-Poto se produisaient les groupes Kingoli Akoua et Biloko de Poto-Poto. A la commune de Moungali, le ministre a été ébloui par la prestation des enfants du groupe traditionnel N'Temo Kongo. Alors qu'à la commune de Ouenzé, le ministre a exhibé quelques pas de danse aux rythmes du Ballet traditionnel « Moyi O Ntso » Eyelelé Enkoti. Le terme de la ronde a été le rond-point du terminus de Mikalou dans le sixième arrondissement Talangaï, où se produisaient les groupes traditionnels Obéitan et Elelo-E-Ndzoto.

A l'issue de la ronde, le ministre de la Culture et des Arts, a expliqué le choix sur la musique traditionnelle. « Nous avons voulu cette année, de façon particulière, donner un sens spécial à la musique traditionnelle. En vérité, même la musique moderne africaine tire son essence de la musique traditionnelle de nos pays. Vous voyez les gens danser. En réalité, il y a tout un message et un rituel qui se fait. C'est aussi le rôle de la culture de transmettre aux générations actuelles comme aux générations futures la vraie vie de nos peuples, du peuple



Le ministre de la Culture et des arts très impressionné de la prestation des bambins (Adiac)

bantou.» Le ministre de la Culture et des Arts a dit également un mot sur l'unité nationale. « Je sors de Makélékélé où nous avons vu des groupes venus du nord de Brazzaville animés là-bas, parce que l'impression qui pourra se dégager, c'est comme si on a deux Congo. Non ! Nous avons-là le vrai Congo, le Congo uni, le Congo qui gagne, le Congo de la liberté, de la paix, du vivre ensemble, parce que dans ce Congo-là, il n'y a pas de

majorité, il n'y a pas d'opposition, il n'y a pas des nordistes, il n'y a pas des sudistes, il y a des hommes et des femmes qui doivent se sentir solidaires d'un destin collectif. »

#### Une fête de la musique époustouflante à l'IFC

Si à l'occasion de la célébration de la 36<sup>e</sup> édition de la fête internationale de la musique le gouvernement a porté son choix à la musique traditionnelle, l'IFC

a plutôt mis en exergue tous les genres musicaux sur trois scènes bien aménagées pour une belle fête de la musique avec diverses sonorités.

Plusieurs artistes ont presté tour à tour

Cafet' (jazz, musique de recherche) se sont prestés : Fann Fanatik, Guer2mo, Mariusca, Junior, Benaja, Les Casques bleus, Alan Kulu et Mbata Kong Loby, Lewis Les Jojo, Maxime, MKD-SAT, Gladys, Jhay Mayela, Grand Bassam. Alors qu'à la scène Savorgnan (reggae, musique traditionnelle et tradi moderne) on a vu défiler les artistes Scafio et Les Brass'Arts, Tambours du Congo, Association Jhony Chancel pour les Albinos, Kingoli Authentique V, Gaby Berkens, Nickson Maximum, Don Maxy, Jah Off Spirit, One Missile, FB. Star, Atramuel. Dans une ambiance chaleureuse, les artistes débutants et confirmés, qui ont été sélectionnés après l'appel à candidature lancé il y a quelque temps, sont montés tour à tour sur les podiums, chacun étalant son talent pour séduire l'auditoire. Le public a pu apprécier les artistes comme Gladys qui a électrisé la salle avec la danse Mututa, Scafio le multi-instrumentiste et Les Brassards qui ont su captiver avec leur musique, leurs voix et leurs compositions comme « Mutu na mutu » et « Suzanne ». La fête a été aussi une occasion de découverte des jeunes artistes comme Atramuel avec son style (un mélange de reggae, soul et jazz) et ses titres aux contenus très profonds comme « Maman avait raison ».

La fête a été belle pas seulement pour le public et les artistes mais aussi pour les organisateurs. Barbara Pamou, chargée de la communication et marketing de l'IFC, n'a pas caché sa satisfaction au terme de la soirée : « Nous sommes satisfaits. On a été agréablement surpris. Nous avons eu des prestations de qualité même pour ceux pour lesquels cela a été une première scène. Les gens ont été au rendez-vous et ils ont joué le jeu. L'esprit de la fête de la musique a été respecté ». Bref, l'IFC a célébré la fête de la musique édition 2017 avec éclat.

**Bruno Okokana  
& Lucie Prisca Condhet N'Zinga**



Dioğène SENNY est formateur en gestion et en management, depuis plus de 15 ans en France.

**ANKH**  
Gestion Conseil  
Depuis 2005

22, rue Mbama Prosper—Près de la case de Gaulle  
A 5 minutes du Centre-ville vers la corniche  
Tél: (00242) 05 709 50 13/ (00242) 06 684 27 75  
E-mail: ankh.gestion.conseil@gmail.com  
Site: www.ankhgestionconseil.com

#### FORMATION EN MANAGEMENT INTERNATIONAL INTERCULTUREL

Le cabinet ANKH GESTION CONSEIL organise une série de formation, suivant le programme ci-après. Possibilité de formation intra entreprise sur demande. Pour tous renseignements, veuillez nous contacter aux numéros indiqués ci-dessus. Date limite d'inscription: le 20 juillet 2017

INTITULÉ	COÛT	DUREE	DATE	LIEU
Management d'équipe multiculturelle	300 000	2 jours	Du 08 au 09 aout 2017	Les formations se feront dans les locaux du cabinet, sis au n° 22 de la rue Mbama Prosper à Bacongo, près de la Case de Gaulle
Coopération interculturelle	300 000	2 jours	Du 10 au 11 aout 2017	
Expatriation	300 000	2 jours	Du 21 au 22 aout 2017	
Négociation interculturelle	300 000	2 jours	Du 24 au 25 aout 2017	
Management d'équipe interculturelle	300 000	2 jours	Du 28 au 29 aout 2017	



## VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

## Les acteurs étatiques et de la société civile impliqués dans la sensibilisation

Un atelier sur le renforcement de la société civile et des acteurs étatiques pour améliorer le respect des droits des filles et des femmes congolaises a été organisé, le 22 juin, au siège de la mairie du 3<sup>e</sup> arrondissement Tié-Tié à Pointe-Noire par les ONG Actions de solidarité internationale (ASI) et Azur Développement, en partenariat avec le ministère de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement.

Financée par l'Union européenne, la mise en œuvre du projet « Renforcement de la société civile et des acteurs étatiques pour améliorer le respect des droits des filles et des femmes congolaises » a pour objectif de contribuer à l'amélioration du respect des droits des femmes et filles congolaises conformément aux engagements internationaux et nationaux.

Les chefs de quartiers, de blocs, leurs secrétaires et les responsables administratifs concernés par la question ont pris part à l'atelier initié afin d'améliorer les connaissances et la compréhension des responsables des arrondissements sur les différentes formes de violence, les manifestations et leurs conséquences, les moyens de recours contre la violence, vulgariser les dispositions du cadre juridique de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants auprès des responsables des arrondissements, solliciter la collaboration des responsables d'arrondissement dans l'identification des femmes et enfants victimes de violences dans les quartiers et leur orientation vers



La tribune officielle lors de l'atelier sur les violences faites aux femmes crédit photo»Adiac»

le guichet unique. « Nous avons besoin de votre implication et de votre engagement pour l'identification des cas de violence à l'endroit des femmes et enfants dans les quartiers. Des violences qui peuvent être psychologiques, physiques, sexuelles, économiques. Ce n'est qu'ensemble que nous pouvons travailler à prévenir non seulement ces violences mais également à s'assurer que les femmes et enfants qui subissent ces violences ont accès à des services de qualité », a dit Sylvie Niombo, directrice exécutive d'Azur Développement. Marie Melki, coordonnatrice d'A-

SI a, dans son adresse, exprimé le même vœu en vue de l'aboutissement de ce projet qui sera mené dans quatre arrondissements : Lumumba, Tié-Tié, Loandjili, Ngoyo, arrondissements choisis en raison des actions de lutte contre les violences existant et du nombre élevé des cas rapportés dans les services des hôpitaux. Pour Samuel Mvouama, directeur de cabinet du maire de l'arrondissement 3 Tié-Tié. « Toutes les pistes pouvant conduire vers l'éradication des violences faites aux femmes et aux enfants doivent être explorées ». Pour ce faire, trois thèmes

ont été développés par les conférenciers suivis des échanges et débats: « Les différentes formes de violence faites aux femmes et aux enfants et les moyens de recours » par Madeleine Paka Zoulouka, directrice départementale de l'Intégration de la femme au développement de Pointe-Noire; « Le cadre juridique de lutte contre les violences faites aux femmes » par Judaël Mankessa, juriste; « Les conseils utiles pour la mise en œuvre des interventions dans les quartiers » par Samuel Mvouama; Les services du guichet unique » par Emelyne NKosso, coordonnatrice adjointe

au projet. Les différents formes de violences (physiques, morales, psychologiques) résultant des coups et blessures volontaires, viol, menaces, injures, traitements inhumains et dégradants et les moyens de recours (police, gendarmerie ou la justice) ont constitué la substance de l'intervention de la première oratrice.

De son côté, Judaël Mankessa a éclairé l'assistance sur le cadre juridique de lutte contre les violences en citant, entre autres, la loi la loi n° 4-2010 portant protection de l'enfant en République du Congo dite loi Potignon, la Charte africaine des droits de l'enfant, sans oublier la Constitution congolaise. Les dispositions du Code pénal qui sanctionnent les actes de violence ont également été citées par le juriste. Quant à Emelyne Nkosso, elle a exposé sur les services des guichets uniques d'assistances aux victimes qui ont pour missions, entre autres, d'apporter un appui psychologique et sanitaire aux femmes et filles vulnérables victimes de violence, d'accompagner juridiquement les femmes et filles vulnérables victimes de violence. Le projet financé par l'Union européenne compte former 16 000 personnes sur les manifestations de violence à l'encontre des femmes et des enfants ainsi que sur les moyens d'y répondre. Près de 14 000 femmes et jeunes filles vulnérables de Pointe-Noire et Brazzaville vont bénéficier d'une sensibilisation et d'une protection de qualité contre les violences physiques, psychologiques et sexuelles pendant l'exécution du projet qui va durer trois ans.

Hervé Brice Mampouya

## JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA MUSIQUE

## Le vivre ensemble réunit les musiciens

À l'occasion de la célébration de la fête de la musique, la direction départementale de Arts et des Lettres de Pointe-Noire a organisé, le 21 juin, au Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard de Pointe-Noire une conférence-débat sur le thème « La musique au centre du vivre ensemble ». Georges Mavouba Sokate, écrivain et Alain-Rock Ngoma, directeur du Centre culturel Jean-Baptiste-Tati Loutard, ont été les conférenciers.

C'est sous le signe de la réflexion, de l'échange et du partage qu'a été célébrée 34<sup>e</sup> journée internationale de la musique. Pour la direction départementale des Arts et des Lettres de Pointe-Noire, ce moment de partage a été voulu ainsi pour que les musiciens se forment et s'informent et d'exceller dans l'exemple et le talent car le musicien est un miroir de la société. « La musique est au chevet de l'Homme en toutes circonstances. Elle adoucit et console les cœurs et les corps », a dit Fabien Obongo, directeur départemental des Arts et des Lettres de Pointe-Noire en ouvrant le focus.

Le vivre ensemble est l'une des valeurs de la République et de la Nation. Vivre ensemble comporte plusieurs visages, a savoir social, culturel, religieux, philosophique. Il incombe aux artistes en géné-



La tribune officielle lors de la conférence-débat sur le vivre ensemble crédit photo»Adiac»

ral et aux musiciens en particulier, aux sociétés civiles et aux dirigeants politiques eux-mêmes d'assurer la réalisation du vivre ensemble avec les outils à leur

disposition, a dit Georges Mavouba Sokate, et d'exhorter les Congolais à l'amour de la Nation. « Nous devons vivre ensemble pour bâtir ce lopin de terre qui est notre pays et que nous appelons Congo », a-t-il poursuivi. S'inspirant de son ouvrage La

qui, depuis les années 1950, déjà avaient proclamé et chanté que nous devons être un, que nous devons nous unir, que nous devons nous aimer. Dans le livre, j'ai cité les chanteurs d'antan qui ont bien traité ce sujet comme Jacques Loubelo, Franklin Boukaka, Pamela Moun'ka, le Grand Kallé Jeff et bien d'autres et aussi les musiciens de la nouvelle génération. Dans l'ouvrage, je montre aussi comment les musiciens chantent la conscience d'être Congolais, sans les murs, ni les barrières des ethnies, des tribus, des régions ». Selon Georges Mavouba Sokate, vivre ensemble n'est pas que vivre ensemble, c'est-à-dire les uns à côté des autres sans se regarder, mais plutôt les uns avec les autres, se juxtaposer même sans se heurter. Pour Georges Mavouba Sokate, le musicien est le thaumaturge de son peuple. C'est pourquoi il est bon qu'il chante en lingala ou dans l'une de nos langues forgées par le peuple. Les musiciens ne chantent par pour tuer le temps. Et les mélomanes comprennent la musique car elle fait partie de leur famille d'émotions et de sen-

sations. « Aujourd'hui, nous déplorons que les musiciens actuels ne fassent plus leur travail sur un texte. Et qu'ils plongent souvent dans l'obscurité. Comment peut-on animaliser ou bestialiser celle qui nous donne la vie. À mon avis, je ne trouve pas ça élégant. La musique et les chansons doivent traverser les âges », a-t-il déclaré. Selon Alain-Rock Ngoma, la fête de la musique est en réalité la fête du vivant car autour de la musique il y a 68 métiers (preneurs de son, manager, diffuseur, producteur...). Nous devons alors repenser notre façon de faire la musique, la recentrer sur l'essentiel en produisant des œuvres sur des sujets qui éveillent, éduquent et non celles qui dépravent les mœurs. En remerciant tous les participants à cet échange, Fabien Obongo a invité les musiciens à prendre auprès de l'administration des Arts et des Lettres toutes les informations utiles pour leur expression et aussi pour leur reconnaissance légale afin d'éviter d'éventuels désagréments dus à l'ignorance.

H.B.M.



## JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DRÉPANOCYTOSE

## Une célébration marquée par la sensibilisation et la prévention

La journée internationale de lutte contre la drépanocytose a été célébrée, le 19 juin, au siège de l'association Luzingu des drépanocytaires à Tchimbamba dans le 1er arrondissement Emery-Patrice-Lumumba de Pointe-Noire en présence du Dr Jean-Pierre Michel Dzondault, directeur départemental de la Santé de Pointe-Noire, du Dr Jean-Pierre Pambou, directeur départemental du Centre interdépartemental de transfusion sanguine Pointe-Noire-Kouilou, des personnes drépanocytaires et de la population.

Organisée par l'association Luzingu en partenariat avec l'Institut européen de coopération et de développement (IECD), avec l'appui de la Fondation Pierre-Fabre et de l'Agence française de développement

(AFD), cette journée a permis de sensibiliser la population à la drépanocytose. Elle est la première maladie génétique au monde et se transmet à l'enfant par le père et la mère.

À Pointe-Noire, sur l'initiative

du Dr Colette Mbaka, a été créée l'association Luzingu des drépanocytaires dont les objectifs, sont entre autres, de contribuer à la réduction de la prévalence de la drépanocytose et à la réduction de la mortalité et de la morbidité des personnes drépanocytaires au Congo. « La sensibilisation, l'information et la formation de la population et des personnes concernées : enfants et parents restent les principales cibles de ces actions à mener car la situation du drépanocytair

demeure préoccupante. Cela nous concerne tous », a-t-elle précisé.

Selon le Dr Jean-Pierre Michel Dzondault, l'éradication de la drépanocytose passe par la prévention. « Depuis 2015, l'IECD nous assiste dans le dépistage en vue d'une prise en charge précoce », a-t-il renchéri.

Pour le Dr Jean-Bertin Tsiba, médecin coordinateur technique, investigateur principal du projet auprès de l'IECD, la drépanocytose peut être évitable. « La prise en charge doit commencer dès la sensibilisation. Le généticien prend en charge le couple qui veut avoir des enfants. Il l'oriente sur toutes les possibilités qui peuvent exister pour que l'enfant ne naisse pas drépanocytair. La prise en charge doit se faire aussi par le biais des leaders communautaires qui doivent intervenir dans la sensibilisation et des associations qui doivent avoir aussi en leur sein des psychologues, sociologues, assistantes sociales. Au niveau médical, il y a la prise en charge à l'état basal qui consiste à vacciner les enfants, à les mettre sous antibiotiques, sous acide folique et aussi respecter les dix règles d'or du drépanocytair. Cela permet au patient de vivre longtemps », a-t-il dit.

Les témoignages de deux enfants drépanocytaires et d'une mère d'enfant drépanocytair ont édifié l'assistance sur la situation et la condition des patients à Pointe-Noire. La lutte

contre la stigmatisation des drépanocytaires est également importante : l'enfant drépanocytair est un enfant comme les autres. Il a besoin de l'affection de sa famille, de ses amis et de ses camarades de classe.

Depuis janvier 2016, l'IECD a lancé un programme de dépistage néonatal de la drépanocytose qui a lieu à Pointe-Noire dans trois maternités, à savoir l'Hôpital de base de Tié-Tié, le CSI Madeleine Mouissou et à l'OMS Caritas Pointe-Noire avec pour objectifs principaux de réduire la mortalité et la morbidité associées à la drépanocytose. « Ainsi, pour mieux lutter contre les manifestations de la maladie, il est important que le dépistage se fasse à la naissance et d'assurer une prise en charge immédiate. La sensibilisation est très importante dans ce programme. Pour cela, les associations comme Luzingu jouent un rôle important. Une population informée est une population qui ne rejette pas, ne stigmatise pas », a dit Vincent Jaeg, délégué IECD Congo. Un jeu concours de chants et de récitals par les malades drépanocytaires a été organisé et suivi de la distribution des cadeaux aux heureux gagnants. Une animation en danse exécutée par les enfants drépanocytaires a mis fin à l'activité montrant ainsi qu'un drépanocytair peut avoir une activité normale s'il est bien suivi par un médecin.

Hervé Brice Mampouya



Les enfants drépanocytaires pendant l'animation/ crédit photo»Adiac»

## KOUILOU

## L'administrateur maire de Hinda relance les opérations de salubrité dans sa ville

Dans le cadre de son programme d'activité, l'administrateur maire de la communauté urbaine de Hinda, Elisabeth Mangoko, a organisé le 20 juin une opération de salubrité dénommée « Retroussons les manches » destinée à rendre plus propre le jardin public et l'ensemble des quartiers de cette ville.

L'opération s'est exécutée avec la participation de différentes équipes composées de l'ensemble du personnel en service à la communauté urbaine de Hinda, les jeunes, les chefs de quartiers et quelques autres habitants de cette ville. Répondant ainsi à la presse sur le sens de cette activité, l'administrateur maire de Hinda a indiqué que l'élan de salubrité doit toujours être maintenu en vue de rendre de plus en plus propre cette ville. « Cette opération obéit à la fois au respect des orientations et directives préfectorales du département de Kouilou d'une part et à l'amélioration des conditions environnementales des populations de la ville d'autre part », a-t-elle signifié. Pour Aimé Satou et Agnes Tchi-



bota Tati, deux habitants de cette communauté urbaine, la salubrité de la ville a souvent constituée

une priorité pour l'administrateur maire. « Cette opération n'est pas la première du genre, sou-

vent les habitants se joignent au personnel de la mairie de cette ville pour maintenir cette ville

La photo de famille après l'assainissement de la ville dans un état plus salubre et plus attractive », ont-ils expliqué.

Séverin Ibara



### MOTS FLÉCHÉS N°142

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

HISTOIRES DRÔLES	PAS FAMILIERS	COMPARABLE	ADORATEUR	PLATS TYPIQUEMENT ESPAGNOLS	AFFIRMATION	VENTILA
PLAQUE SÈCHÉ SUR LA PEAU	ACCUEILLI CHEZ SOI	AMER EN MER	FIT TAIRE LES CRAINTES	MOINEAU	MILLE-PATTES	
EXCESSIVEMENT POLIE			CIRCULENT EN SUÈDE			
PONCER				PRENDRE LA ROUTE		
				ELLE VIT AU PAYS-BAS		
ARGENT POPULAIRE		GROSSIRA				
DANS UNE SUPPOSITION		GREFFÉE				
	PASSÉ À LA MEULE				CONTINENT TRÈS PEUPLÉ	UN CERTAIN EMBALLEMENT
	PRISONS					
RELATIF À UNE MER			NE RESTE PAS INACTIF			
FILS DE JACOB						
		PRÉPARA LA PESEÉ		IL TROUVE PRENEUR AU CINÉMA		
		CARACTÈRE HOMÉRIQUE		EXISTENCES		
IL NE FAIT PAS DE BIEN	CRUE ET SALÉE		PIÈCE À VIVRE			
	NOURRIT DE SON SEIN		VERS SOLITAIRES			
		SPASMOPHILIE				ENDUIRE AUCIMENT
		TREMPER SON PAIN				
FRUSTRA			PILIER DE COIN		LE SYMBOLE DU CUIVRE	
ELLE INSPIRA ARAGON			IL VAUT 3,14...		BOISSON ANGLAISE	
		AVEC LES PIEDS				
		SUR LA BOUSSOLE				
MUSIQUE EN BOÎTE	MISEN FORME			CELA EXPRIME LE DOUTE		
	DIRECTION POUR LES VACANCES			BOUTEILLE PLASTIQUE		
			DEUX EN CHIFFRES ROMAINS	PAPI		
			APRÈS LE PARAPHE			
ABATTU		IL EST DERRIÈRE NOUS			AU COURANT DES DERNIÈRES TENDANCES	
RÉTABLIT LA BARRE						
				C'EST DOMMAGE		

### SUDOKU N°142

>FACILE

		3	4				1	
		5	2					8
8		1	6	3			4	5
	3		5				8	
4	6			8			7	3
		7			3			2
2	7	8		4	1	6		5
3					6	2		
	1				5	3		

>MOYEN

8	6					7	1	3
1					3	5		
		5			1	8		
		4	9				3	1
			4	1	7			
2	8				6	9		
		7	2			3		
		6	8					5
5	2	8					6	7

>DIFFICILE

	9			8	4	1		7
		1		7			5	
				2	6	8		
				1	9	2	8	4
9	3	2	4	6				
		5	6	9				
	7			3		6		
2	9	8	4				1	

### MOTS CROISÉS N°142

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

**>HORIZONTALEMENT** 1. De conception difficile. - 2. Vous ne le connaissez pas encore. Cycle court. - 3. Propos émis. Questions de test. - 4. Affluent du Rhône. Il est au bord de la ruine. - 5. Précise le lieu. Affiche son savoir. - 6. Supprimer les creux et les bosses. Au bout du rouleau. - 7. Bienheureux. Bloquer les salaires. - 8. Lettre grecque. Voua un culte. - 9. Sigle pour l'Europe. Toute menue. Été heureux. - 10. Il a su convertir un Franc. Espèces de citrons.

**>VERTICALEMENT** A. Une balance pour les poulets. - B. Rester indéfiniment au même endroit. Ustensile de golfeur. - C. Pas corrompue. Sensibilité de paparazzi. - D. Objectif ultime pour un bon grimpeur. Mot de dédain. - E. Négation. Indien au Canada. Six romain. - F. Singe capucin. Monnaie d'échange. - G. Table de culte. Un de Troie. - H. Reste dans le champ, après les moissons. - I. Animal de la cordillère des Andes. Son effet réchauffe la planète. - J. Mettrais les céréales en réserve.

### MOTS À MOTS N°142

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de quatre lettres proposés, composez un troisième mot de huit lettres.

- RAIE + MITE = M | | | | | | | |
- AEDE + MUER = | | | R | | | |
- VITE + BEER = | | | | | | T |

### SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

#### MOTS FLÉCHÉS N°141

I	F	D	T	A	T						
E	N	L	A	C	E	M	E	N	T	A	C
A	C	C	U	M	U	L	A	T	I	O	N
T	R	I	O	L	E	T	T	A	N	I	N
T	A	N	O	N	B	O	R	D	S		
C	I	A	T	E	T	A	D	I	T	E	
C	R	E	T	A	L	L	E	G	E	R	
A	U	T	O	E	C	O	L	E	E	N	
L	E	S	I	N	O	P	I	N	E	E	
V	E	I	R	E	T	N	E	N	E		
E	T	N	A	A	T	T	I	S	E		
E	S	S	E	E	M	E	U	T	E	L	
A	S	E	S	M	A	I	S	I			
T	O	R	M	E	R	E	O	I	L	E	
N	D	M	I	N	G	E	R	E	E		
R	U	M	B	A	S	T	A	S	S	E	

#### MOTS CROISÉS N°141

O	R	D	O	N	N	A	N	C	E
R	E	C	U	O	I	L			
I	N	D	E	C	E	N	T	F	
G	E	O	L	E	A	I	R	E	
I	G	N	O	R	E	F	A		
N	A	T	T	E	C	I	T	E	
E	T	S	B	I	R	E	B		
L	E	S	R	A	R	T	E		
L	E	T	A	I	N	O	N		
E	X	C	E	L	L	E	N	C	E

#### SUDOKU N°141

2	1	4	5	6	9	7	8	3
6	3	9	7	4	8	5	1	2
7	5	8	3	1	2	6	9	4
4	9	2	6	7	3	8	5	1
1	8	3	9	5	4	2	7	6
5	7	6	2	8	1	3	4	9
3	4	5	8	9	6	1	2	7
8	6	1	4	2	7	9	3	5
9	2	7	1	3	5	4	6	8

3	8	5	9	1	6	4	7	2
1	7	2	3	4	5	6	9	8
9	4	6	7	2	8	3	1	5
7	1	4	8	6	9	2	5	3
6	5	8	2	3	7	9	4	1
2	9	3	4	5	1	8	6	7
4	6	1	5	8	3	7	2	9
8	2	9	1	7	4	5	3	6
5	3	7	6	9	2	1	8	4

4	7	8	1	6	9	5	3	2
3	6	2	8	5	7	1	4	9
5	1	9	4	2	3	7	6	8
1	9	3	2	4	5	6	8	7
2	5	4	7	8	6	9	1	3
7	8	6	3	9	1	4	2	5
9	3	1	6	7	8	2	5	4
6	4	7	5	3	2	8	9	1
8	2	5	9	1	4	3	7	6

#### MOTS À MOTS N°141

1/ ROSERAIE 2/ DÉNEIGER 3/ SESTERCE.



## CHINE-AFRIQUE

## La lutte contre la pauvreté au centre d'un atelier à Addis-Abeba

**Présente sur le continent à travers des investissements colossaux et multiples, la Chine veut explorer d'autres voies de sa coopération avec l'Afrique**

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, et le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, ont ouvert le 21 juin au siège de l'Organisation panafricaine à Addis-Abeba, en Éthiopie, le dialogue de haut niveau et le forum des groupes de réflexion (Think-tanks) consacrés à la lutte contre la pauvreté. Autour de cette thématique, les deux parties ambitionnent de «contribuer à la création d'une nouvelle ère de coopération et de développement sino-africaine».

Partant du thème principal «lutter contre la pauvreté pour une prospérité commune», diplomates et experts venus de Chine et de plusieurs pays africains auxquels se sont joints de nombreux journalistes, ont partagé dans deux ateliers leurs vues sur deux principaux sous-thèmes plutôt voisins par leur transversalité: «les politiques et les pratiques de développement visant à combattre la pauvreté en Chine et en Afrique pour le premier», et «la problématique de coordination des plans de coopération sino-africaine en vue d'accélérer l'industrialisation et la modernisation agricole de l'Afrique pour le second».

Au-delà du fait que les questions liées à la pauvreté, aux moyens de l'éradiquer ou d'en atténuer les inégalités font depuis toujours partie des agendas des gouver-

nements à travers le monde ainsi que de plusieurs ONGs et institutions internationales, le dialogue initié par la Chine avec le soutien de l'Union africaine se voulait une plateforme d'échanges entre deux



Les participants (Adiac)

partenaires décidés à oeuvrer ensemble et sur le long terme. Certains intervenants ont alors abondamment fait référence au livre «sortir de la pauvreté» dans lequel, le président chinois parle de son expérience lorsqu'il dirigeait encore une petite province de son pays avant d'accéder aux responsabilités suprêmes.

Plus concrètement, la Chine, au regard des progrès qu'elle a accomplis ces trois dernières décennies dans ce domaine précis de la

lutte contre la pauvreté, voudrait faire profiter ces succès à l'Afrique dans le cadre des partenariats qui la lient au continent. Elle se défend cependant de chercher à devenir l'unique interlocuteur du continent au détriment des partenaires traditionnels avec qui l'Afrique coopère depuis de longues années, et déclare ne

pas être en mesure d'apporter à l'Afrique tout ce dont elle a besoin. Elle rejette ainsi les critiques de se livrer «au pillage de l'Afrique» et de vouloir «la coloniser» comme le firent naguère les empires coloniaux qui lui sont souvent adressées. Aux dires de ses délégués, l'idée majeure que soutient Beijing est que les Africains se prennent en charge eux-mêmes, en expérimentant des plans de développement qui épousent les besoins réels des populations de

chaque pays. Dans le discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la rencontre, le ministre chinois des Affaires étrangères a établi le lien entre le développement des infrastructures, la formation des cadres et la disponibilité des investissements pour combattre la pauvreté. En trente ans de réformes a-t-il indiqué «ce sont 700 millions

de personnes qui sont sorties de la pauvreté en Chine».

Wang Yi note que depuis sa prise de fonction, en 2013, il s'est déplacé douze fois en Afrique et a visité pas moins de trente pays du continent. Une offensive diplomatique porteuse de partenariats stratégiques qui ont vocation à ne pas qu'être économiques et commerciales. Le diplomate chinois a ainsi évoqué de l'aide de son pays dans les domaines de la défense, de la lutte contre le terrorisme et

de la résolution des conflits. Pour le président de la Commission de l'Union africaine qui lui succédait à la tribune, la Chine inspire l'Afrique par sa «formidable capacité à compter sur ses propres forces, à ne pas verser dans la paresse, la fatalité en espérant tout attendre de l'autre».

Au fond, la rencontre de la capitale éthiopienne posait la problématique de la lutte contre la pauvreté en Afrique en des termes assez clairs. À savoir que l'Afrique recèle d'énormes potentialités et devrait pouvoir se hisser à un niveau de développement appréciable si elle s'y engage véritablement. La solution ne consiste pas à importer des modèles tout faits, comme plusieurs intervenants l'ont rappelé lors des échanges, mais à s'appuyer sur ses propres réalités. Or elle a un partenaire disposé à l'accompagner sur cette voie au regard de son expérience, et finalement d'un passé assez commun «marqué par des occupations et la colonisation» rappelait-on.

Il reste que les deux parties élaborent des stratégies appropriées dans lesquelles l'une et l'autre ne sortiront pas lésées, ni ne renieront chacune son propre parcours. Tout est-il que le rôle des experts est bien souvent de réfléchir à des stratégies, et celui des politiques de regarder la faisabilité sur le terrain. L'essentiel étant qu'une question aussi actuelle, aussi sensible que la lutte contre la pauvreté ne soit pas le maillon faible par lequel l'Afrique manquera le rendez-vous crucial du développement.

**Gankama N'Siah**

## BRIN D'HISTOIRE

Regard sur les cinquante dernières années  
2015 (76)

La liesse des Jeux du cinquantenaire passée, le 22 septembre 2015, le président de la République, Denis Sassou Nguesso annonce la convocation du scrutin référendaire qui aura lieu, dit-il, dans un proche avenir, pour l'adoption «du projet de Constitution qui sera élaboré par une commission mise en place à cet effet». C'est dans le tumulte de l'annonce du scrutin référendaire qu'Euloge Landry Kolélas devient, le 25 septembre 2015, président du M.c.d.i, en remplacement de Guy Brice Parfait Kolélas, passé à l'opposition, après son éjection du gouvernement. En réaction à l'annonce du scrutin référendaire, l'opposition organise, au boulevard général Alfred Raoul, le dimanche 27 septembre suivant, un grand meeting pour dire «non au référendum constitutionnel».

Une mobilisation exceptionnelle à laquelle, réponse du berger à la bergère, les forces du changement de la constitution lancent, avec éclat, au même endroit, par un méga-meeting, le samedi 10 octobre 2015, la campagne du «oui». Gervais Hugues Ondaye est nommé commissaire général du Fespan (Festival panafricain de musique), par le nouveau ministre de la Culture et des Arts, Bienvenu Okiemy. Il remplace à

ce poste, Dieudonné Moyongo. Malgré l'appel au boycott de l'opposition dite radicale, le scrutin référendaire se tient le dimanche 25 octobre 2015 sur toute l'étendue du territoire national.

Le «Oui» l'emporte par une écrasante victoire. Comme il fallait s'y attendre, le Frocad (Front républicain pour le respect de l'ordre constitutionnel), fort de la position de la France qui «ne reconnaît pas les résultats du référendum au Congo», rejette ce résultat et appelle à l'annulation du scrutin. Dans le même registre, on peut évoquer la position d'Alain Mabanckou, célèbre écrivain congolais qui déclarait sur son compte Twitter : «le peuple congolais sait qu'il a dit non à cette mascarade». Le Frocad, une opposition qui marche toujours à contre-courant de la vie nationale. On se souvient de son incongru dialogue national alternatif de juillet 2015, en réaction à celui de Sibiti, initié par le pouvoir en place. Signalons le décès, à Ouesso, le jour du scrutin référendaire, du préfet de la Sangha, Adolphe Elemba, à l'âge de 66 ans. Il était né le 25 décembre 1949 à Makoua, dans le département de la Cuvette.

Le samedi 7 novembre 2015, trente formations politiques signent un accord politique, sous la coordination d'Antoine Tho-

mas Nicéphore Fylla saint-Eudes. Michel Mboussi Nguouari, Bonaventure Boudzika, Jean Ebina, Romaric Mouboti, Antoine Walembaud et Julien Euloge Libota sont les autres membres du bureau exécutif de la Copar (Convention des partis républicains). Christ Antoine Walembaud, à la tête d'un nouveau parti, le Codema (Congrès des démocrates africains).

Julien Euloge Libota en est le secrétaire général. La sortie de ce nouveau parti a eu lieu le 19 décembre dans la salle des conférences de l'hôtel de ville de Brazzaville. Le même jour, on apprenait la nouvelle du décès, à Rabat, au Maroc, d'Euloge Patrick Mvoubi alias Kimana Mpaka. Journaliste, président-directeur général de M.c.r.t.v (Média concept radio télévision) à Pointe-Noire. Tel est le panorama des cinquante dernières années. C'est le sentiment d'un véritable gâchis pour un pays béni des dieux qui se dégage au terme de ce balayage historique. C'est une page fuligineuse de notre histoire qu'il faut résolument tourner. Mais ce qui implique un réarmement moral dans un pays où la morale, l'éthique et les valeurs cardinales de patriotisme, de l'effort, respect du travail et de l'excellence foutent le camp. Ce qui fait le plus défaut au Congo dans sa

quête du progrès intégral, c'est la qualité du casting, «l'homme qu'il faut à la place qu'il faut, perspective inatteignable si l'on en juge par l'enlèvement généralisé. La victoire de Denis Sassou Nguesso à l'élection présidentielle du dimanche 20 mars 2016, mortifiait pour l'opposition dite radicale, devrait ouvrir une nouvelle ère, celle d'une Nouvelle République, qui doit cesser d'être celle de débrouillardise, pour devenir celle de la prospérité équitablement partagée, comme je l'ai écrit régulièrement, au fil des ans, dans ces colonnes. Ainsi allait la vie au Congo., jusqu'à l'arrivée de la Nouvelle République à travers une histoire saumâtre.

Au terme de cette recherche obstinée de notre histoire commune de ces cinquante dernières années, force est de reconnaître que beaucoup de choses restent encore dans l'ombre. Je vais tenter de les débusquer pour éviter de néantiser des pans entiers de cette histoire, véritable nébuleuse encore. La prochaine série de Brin d'Histoire, si Les Dépêches de Brazzaville y consentent, sera consacrée aux inconnus - hommes et faits - et méconnus de l'histoire congolaise. La politique, l'économie, le sport, la culture, pour l'essentiel, constitueront la toile de fond de quête historique.

**MFUMU**